



## Conseil de sécurité

### **Briefing : Haïti**

New York, le 3 juillet 2024

Déclaration de la Suisse  
Pascale Baeriswyl, Représentante permanente de la Suisse

---

Monsieur le Président,

Je voudrais également commencer par remercier l'Envoyée spéciale, Madame Salvador, non seulement de son intervention, mais aussi de son engagement et l'engagement de toute la Mission et de l'équipe. Je salue aussi la présence du Premier ministre d'Haïti et du ministre des Affaires étrangères de la République dominicaine, ainsi que des représentants du Canada et de Saint-Kitts-et-Nevis au nom de la CARICOM.

La crise multidimensionnelle en Haïti - et nous l'avons entendu - persiste, comme le confirme le rapport du Secrétaire général. Il y a cependant des signes positifs. D'une part, nous sommes encouragés par le déploiement des premiers membres de la Mission multinationale de soutien à la sécurité (MSS) sous la direction du Kenya. Pour rétablir la stabilité et la sécurité dont Haïti a tant besoin, il est essentiel que la mission atteigne ses objectifs conformément à son mandat et dans le plein respect du droit international, en particulier des droits humains. Nous saluons également la formation d'un nouveau gouvernement. Il s'agit d'une étape indispensable vers un avenir plus stable et plus prospère pour le pays et doit ouvrir la voie à la tenue d'élections libres, équitables et sûres. En même temps, nous rappelons l'importance de l'inclusion des femmes dans tous les processus politiques - ce que nous avons entendu aujourd'hui était encourageant - et de la mise en œuvre du minimum constitutionnel de 30 % de quotas pour les femmes dans la fonction publique.

J'aimerais encore souligner trois points :

Premièrement, nous demandons instamment l'accès humanitaire complet, sûr, rapide et sans entrave à toutes les personnes dans le besoin. Nous saluons l'engagement sans faille des organisations humanitaires en Haïti et restons préoccupés par les risques sécuritaires et les restrictions d'accès auxquels leur personnel est confronté chaque jour. Nous devons poursuivre nos efforts communs pour augmenter substantiellement l'aide humanitaire afin de répondre aux besoins urgents de la population. Le début de la saison des tempêtes tropicales, y inclus l'évolution inquiétante de l'ouragan Beryl et son impact sur l'ensemble de la région, nous rappelle également que la situation humanitaire peut s'aggraver rapidement. Haïti est particulièrement vulnérable aux conséquences néfastes du changement climatique, notamment aux phénomènes météorologiques extrêmes. Ces effets, combinés à la crise humanitaire, intensifient les risques sécuritaires et économiques dans le pays. Nous devons donc investir dans le renforcement de la résilience, notamment par des mesures de préparation aux catastrophes et de réduction des risques.

Deuxièmement, les crimes liés à la violence des gangs, en particulier envers les femmes et les filles, ne doivent pas rester impunis. Les auteurs doivent être tenus pour responsables.

Pour ce faire, la police nationale haïtienne et les systèmes judiciaires et pénitentiaires continuent d'avoir besoin du soutien de la communauté internationale et ceci de manière durable. En outre, le flux d'armes et de munitions continue d'alimenter la violence, y compris les violences sexuelles et basées sur le genre qui sont endémiques. Nous devons tous redoubler d'efforts afin de mettre en œuvre l'embargo sur les armes et de mettre fin à la prolifération d'armes en Haïti.

Troisièmement, le regrettable et choquant recrutement croissant d'enfants par les gangs – l'UNICEF estime que 30 à 50 % de leurs membres sont des enfants – nécessitera davantage d'efforts pour permettre leur désengagement et leur réintégration conformément aux normes internationales. Les enfants affiliés à des gangs doivent être traités avant tout comme des victimes. Les autorités nationales compétentes doivent être dotées des capacités adéquates pour répondre à leurs besoins éducatifs, physiques et psychologiques. Nous encourageons le BINUH à poursuivre ses efforts dans ce domaine. En outre, nous demandons à la MSS de faire des droits et de la sécurité des enfants l'une de ses priorités en veillant à ce que les forces déployées mettent en place de solides mesures de protection et de sauvegarde des enfants.

Monsieur le Président,

Un effort commun et coordonné de toutes les forces impliquées – le BINUH, la MSS, le gouvernement, la police nationale et la société civile – est nécessaire pour gérer durablement la crise complexe de Haïti. Le BINUH reste un élément central de la réponse internationale en Haïti. Son mécanisme de surveillance des droits humains et son engagement pour la réduction de la violence au sein de la communauté continuent de répondre à des besoins de plus en plus urgents. La Suisse salue son travail et remercie les efforts de son personnel dans des circonstances très difficiles. Nous soutenons ainsi le renouvellement de son mandat afin de contribuer à la sécurité et la stabilité pour la population haïtienne.

Je vous remercie.

---

*UNOFFICIAL TRANSLATION*

Mr President,

I would also like to begin by thanking the Special Envoy, Ms Salvador, not only for her statement, but also for her commitment and the commitment of the entire Mission and team. I would also like to welcome the presence of the Prime Minister of Haiti and the Minister of Foreign Affairs of the Dominican Republic, as well as the representatives of Canada and Saint Kitts and Nevis on behalf of CARICOM.

The multidimensional crisis in Haiti — and we have heard it — persists, as confirmed by the Secretary-General's report. However, there are some positive signs. On the one hand, we are encouraged by the deployment of the first members of the Multinational Security Support Mission (MSS) under the leadership of Kenya. To restore the stability and security that Haiti urgently needs, it is essential that the mission achieves its objectives in accordance with its mandate and with full respect for international law, in particular human rights. We also welcome the forming of a new government. This is an essential step towards a more stable and prosperous future for the country, and should pave the way for the holding of free, fair and secure elections. At the same time, we reiterate the importance of including women in all political processes — what we heard today was encouraging — and of implementing the constitutional minimum of 30% quotas for women in the civil service.

I would like to highlight three further points:

Firstly, we urge full, safe, rapid and unimpeded humanitarian access to all people in need. We salute the unwavering commitment of humanitarian organisations in Haiti and remain concerned about the security risks and access restrictions their staff face every day. We must continue our joint efforts to substantially increase humanitarian aid in order to meet the urgent needs of the population. The start of the tropical storm season, including the worrying development of Hurricane Beryl and its impact on the whole region, is also a reminder that the

humanitarian situation can deteriorate rapidly. Haiti is particularly vulnerable to the adverse effects of climate change, especially extreme weather events. These effects, combined with the humanitarian crisis, intensify the security and economic risks in the country. We must therefore invest in building resilience, in particular through disaster preparedness and risk reduction measures.

Secondly, crimes related to gang violence, particularly against women and girls, must not go unpunished. Perpetrators must be held accountable. To achieve this, the Haitian National Police and the judicial and penitentiary systems continue to need the support of the international community on a long-term basis. In addition, the flow of arms and ammunition continues to fuel violence, including endemic sexual and gender-based violence. We must all redouble our efforts to implement the arms embargo and halt the proliferation of weapons in Haiti.

Thirdly, the regrettable, shocking and increasing recruitment of children by gangs - UNICEF estimates that 30-50% of gang members are children - will require greater efforts to disengage and reintegrate them in accordance with international standards. Children affiliated to gangs must be treated first and foremost as victims. The relevant national authorities must be provided with adequate capacity to address their educational, physical and psychological needs. We encourage BINUH to continue its efforts in this area. In addition, we call on the MSS to make children's rights and safety one of its priorities by ensuring that deployed forces put in place robust child protection and safeguarding measures.

Mr President,

A joint and coordinated effort by all the forces involved - BINUH, the MSS, the government, the national police force and civil society - is needed to manage Haiti's complex crisis in a sustainable manner. BINUH remains a central element of the international response in Haiti. Its human rights monitoring mechanism and its commitment to reducing violence within the community continue to respond to increasingly urgent needs. Switzerland salutes its work and thanks its staff for their efforts in very difficult circumstances. We therefore support the renewal of its mandate in order to contribute to security and stability for the Haitian people.